



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 1**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2022

**Document d'action « Programme d'appui à la transition politique en République de Guinée »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base</b>	Programme d'appui à la transition politique en République de Guinée OPSYS Réf. ACT-61454 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui. TEI nationale Stabilité et bonne e-gouvernance
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	République de Guinée
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Pluriannuel (PIP) 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	L'action proposée concerne le troisième domaine prioritaire du PIP 2021-2027 " <i>Démocratie, Gouvernance et Gestion de la Migration</i> ". Elle contribuera à l'Objectif spécifique 3.1 du PIM : " <i>Améliorer la gouvernance et la performance des institutions de l'Etat</i> " et à l'atteinte des résultats 3.1.c (" <i>Les processus électoraux à venir répondent aux critères internationaux</i> ") et 3.2.a (" <i>Les tensions sociales sont apaisées</i> ")
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Code CAD 151 – Gouvernance et société civile
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	Principal ODD : 16 – Paix, Justice et institutions efficaces Autres ODD : ODD 5 Egalité entre les sexes
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	DAC code 151 = 100 %
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	Channel 1 = 20 000 ONGs et société civile

	Channel 2 = 41 100 entités des Nations unies Channel 3 = 11 004 Autres entité publique dans le pays donneur			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs</b> <b>(À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé: 25 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l’UE : 25 000 000 EUR</p> <p>Les contributions attendues des Etats Membres à la TEI Stabilité et bonne e-gouvernance sont de 78 000 000 EUR pour la France (dont 18 000 000 EUR sous forme de prêt) et de 1 000 000 EUR pour l’Italie. La Belgique participe également à cette TEI sous forme d’assistance technique.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p><b>Gestion directe</b> par :</p> <p>- Subventions</p> <p><b>Gestion indirecte</b> avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.4, 4.4.5 et 4.4.6</p>			

## 1.2 Résumé de l'Action

<p>Les bases de cette action sont les recommandations des missions d'observation électorale de l'UE (MOE-UE) déployées en 2010, 2013, 2015 et lors des élections municipales de 2018. Aucune MOE-UE n'a été envoyée lors des élections de 2020. L'action reflète les priorités de la Stratégie de l'UE pour la promotion des Droits de l'Homme 2021-23 et de la Feuille de Route (en cours de mise à jour pour inclure les conséquences du coup d'état) 2022-25.</p> <p>L'UE contribuera donc à rendre le processus de réformes de l'Etat guinéen et les processus électoraux prévus par la Charte de la transition signée le 27 septembre 2021 – au niveau national et local - légitimes, crédibles, inclusifs et respectant les standards internationaux de qualité, transparence et efficacité.</p> <p>Le processus de transition - menant à l'adoption d'une nouvelle Constitution et la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu, reconnu comme légitime par la population, par des élections non violentes - doit être accompagné par un processus de réconciliation nationale, dont le premier pas sera l'implication de la société civile dans le processus constitutionnel et législatif mais aussi l'organisation du procès du massacre du 28 septembre 2009 qui doit également contribuer à l'apaisement des tensions sociales encore existantes.</p> <p>Un rôle essentiel pour la réconciliation nationale sera aussi joué par la lutte contre la corruption et les malversations des deniers publics, objectif prioritaire de la transition. Dans le cadre de cette action, l'UE renforcera les capacités de la Guinée à lutter contre la criminalité économique et financière et la corruption et donnera un appui aux corps de contrôle interne et externe.</p> <p>L'action contribuera à deux des objectifs escomptés du PIP 2021-2027 pour la Guinée<sup>1</sup> : « Améliorer la gouvernance et la performance des institutions de l'État » et « Garantir la stabilité et l'État de droit ». Le programme visera plusieurs des effets directs comme le renforcement de la société civile, l'amélioration du système d'enregistrement des actes de l'état civil ; le respect des standards internationaux dans la mise en œuvre</p>
--

<sup>1</sup> [mip-2021-c2021-9453-guinea-annex\\_fr.pdf](https://mip-2021-c2021-9453-guinea-annex_fr.pdf) (europa.eu)

des processus électoraux, l'amélioration de l'efficacité du système judiciaire dans la lutte contre la corruption et l'impunité, et enfin la réconciliation nationale.

L'action contribuera aussi à l'ODD 16 et plusieurs de ses cibles : 16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité ; 16.5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes ; 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux ; 16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions ; 16.9 D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances ; 16.10 Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux.

L'ODD 5 sera également visé : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » ainsi que plusieurs de ses cibles : 5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ; 5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles ; 5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.

Enfin, le Programme d'Appui à la transition, permettra de créer un cadre préférentiel pour l'UE de collaboration avec les autorités et d'intervention dans les aspects techniques et politiques les plus importants des éléments clés du processus qui doit mener à l'installation d'un gouvernement légitime résultant d'élections libres, inclusives et crédibles. Ces actions contribueront à la réalisation de la TEI "Stabilité et bonne e-gouvernance" surtout dans ses aspects liés à la modernisation et numérisation du registre d'état civil, à la lutte contre la corruption entre autre via l'e-Governance, et au renforcement de la stabilité politique et sociale du pays.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Le coup d'état du colonel Mamady Doumbouya a renversé le Président Alpha Condé le 5 septembre 2021. Le Conseil National de Rassemblement et du Développement (CNRD) qui s'est mis immédiatement en place, a promulgué le 27 septembre 2021 une charte faisant provisoirement office de constitution. Un gouvernement de transition civil a été nommé avec Mohamed Béavogui à sa tête.

Si le Premier ministre a été désigné le 6 octobre 2021, le gouvernement s'est formé progressivement et le dernier ministre nommé n'a été connu que le 05 novembre 2021. Plus que la mise en place d'une équipe rajeunie et se voulant plus technocratique, c'est la recherche d'un équilibre ethnique, de genre et régional qui a été déterminant dans le choix des ministres.

Le Conseil National de Transition (CNT), composé de 81 membres (dont 25 femmes) représentant toutes les composantes de la société guinéenne, a été constitué le 18 janvier 2022 et fait office de Parlement jusqu'aux futures législatives, l'assemblée nationale ayant été dissoute par la junte militaire. Après l'élaboration du chronogramme de la Transition prévu par la charte (avec le Président et le Gouvernement), le premier chantier du CNT devrait être la nouvelle Constitution.

Le Premier Ministre a présenté et soumis à l'approbation du Président de la transition, la feuille de route de son gouvernement le 25 décembre 2021 bâtie sur cinq axes d'action. Le premier concerne la "rectification institutionnelle". Il s'agit de doter la Guinée d'institutions fortes garantes de l'Etat de droit et d'une démocratie participative. Le deuxième porte sur le cadre macroéconomique et financier. Il prévoit que les politiques publiques soient menées en garantissant la qualité et la moralisation de la gestion. Ce qui nécessite la poursuite et la mise en œuvre de réformes importantes. Le troisième axe s'articule autour du cadre légal et la gouvernance "*la refondation du pays sera bâtie sur le socle de la Justice*". Le quatrième axe de la feuille de route concerne l'action sociale, l'emploi et l'employabilité et finalement, le cinquième et dernier axe concerne la question essentielle des infrastructures et de l'assainissement.

Fort de ce contexte de transition et afin de rompre avec les mauvaises pratiques du passé, les autorités en place maintiennent le dialogue avec les partenaires techniques et sont à la recherche de résultats tangibles et rapides. Dans un contexte de raréfaction de l'aide extérieure et de réaménagement des relations diplomatiques avec les

partenaires bi et multilatéraux, la coopération avec la Guinée laisse désormais une place majeure à la « *Team Europe* ».

Pour autant, le nouveau régime n'échappe pas à quelques critiques, notamment par rapport à la durée de la transition, qui serait de 36 mois à partir d'une date inconnue et toujours sans un chronogramme connu. Cette décision, prise de manière *unilatérale* et sans aucun consensus avec les parties politiques ou la société civile, a été rejetée par la CEDEAO lors du sommet du 3 juillet. Après avoir pris acte de l'ouverture d'un dialogue national sous l'égide du Premier ministre, elle a décidé d'accorder un délai supplémentaire, jusqu'au 1<sup>er</sup> août, pour que les autorités guinéennes présentent un chronogramme acceptable. Faute de quoi, des sanctions seraient adoptées

Avec cette action de son AAP, l'UE s'aligne sur les 3 premiers axes de la transition politique guinéenne. L'appui s'étalera dans les différents domaines de la restructuration démocratique et transparente de l'Etat guinéen, à fur et à mesure que la transition définira sa durée, ses étapes et son chronogramme.

## 2.2 Analyse des problèmes

### **Brève analyse des problèmes:**

#### **Analyse relative à l'organisation du processus électoral.**

La Guinée a été secouée par des crises électorales lors des élections municipales de 2018, des législatives (programmées en octobre 2019 puis reportées) en mars 2020 et du referendum sur une nouvelle Constitution imposée par le Président Condé afin de pouvoir se présenter pour un 3ème mandat, et enfin les présidentielles de décembre 2020.

Les crises ont été le résultat, d'une part d'un manque de confiance dans le fichier électoral - contesté et contestable selon les experts de l'UE, de l'OIF et des Nations Unies - et d'autre part du manque de confiance dans l'ensemble du processus. A cela s'est ajouté en 2020 le projet de révision de la Constitution, avec un texte rapidement élaboré et présenté aux électeurs quelques jours seulement avant le referendum, avant d'adopter par la suite une version révisée. Durant cette période, les positions entre les partis et le gouvernement se sont radicalisées jusqu'à la rupture du dialogue politique et la multiplication des affrontements – sur base ethnique plus que politique - qui ont provoqué de nombreux blessés et des morts.

La création en Décembre 2020 de la "nouvelle République", dans laquelle tous les membres du gouvernement précédent ont été confirmés, dotée d'une Assemblée nationale monocolore (sans les partis d'opposition qui ont boycotté le scrutin) et dans laquelle les libertés fondamentales, de réunions, de manifestations et d'expression ont été limitées avec l'excuse la pandémie de la COVID-19, les leaders de l'opposition extra-parlementaire ont été incarcérés sous différents prétextes ("attroupement illégal", "trouble à l'ordre public", "destruction de biens publics") et un renforcement du contrôle étatique sur la société civile ont mené au coup d'état du 5 Septembre 2021.

Avec l'abrogation de la Constitution de 2020, la dissolution de l'Assemblée nationale, de la Cour Constitutionnelle et de la Commission Electorale Nationale Independent (CENI), le Gouvernement de la Transition se trouve dans la nécessité de nommer, former et mettre en état de fonctionner des nouveaux organes en charge des processus législatif, administratif et électoral, à partir de la définition d'une nouvelle Constitution jusqu'à l'organisation des scrutins.

Une des questions à traiter de toute urgence est aussi la question de la définition d'un (nouveau) fichier électoral. En effet, les contestations sur sa validité datent des élections du 2013 (rapport des observateurs électoraux européens). En 2018, un audit réalisé par l'OIF, les Nations Unies et l'UE, avait révélé l'existence de 3.051.773 millions d'électeurs non dé-doublonnés et de 1 564 388 autres sans empreintes digitales. Pour corriger les nombreuses anomalies et irrégularités constatées, et permettre à la Guinée de disposer d'un Fichier biométrique homogène et correct, l'audit avait recommandé qu'à l'occasion de la révision de 2019, tous les électeurs reviennent se faire enrôler, faute de quoi ils seraient radiés des listes électorales.

Début 2020, les experts de l'OIF constataient que sur les 3.051.773 millions d'électeurs problématiques identifiés en 2018, il en subsistait 2,5 millions dans le Fichier électoral. Ils recommandaient donc à la CENI de les retirer avant le scrutin. Face à l'inertie du gouvernement et au refus de Président de la CENI de procéder à cet assainissement, l'OIF indiquait, dans un communiqué du 24 février 2020, sa décision de se retirer du processus

électoral<sup>2</sup>. Après le retrait de l'OIF, les autorités ont sollicité une mission d'audit du Fichier de la CEDEAO qui relèvera aussi l'existence de 2 438 992 électeurs "problématiques" (sans aucune pièce justificative), soit le tiers du corps électoral, et de 2.031.505 autres électeurs enrôlés sur la base de simples attestations contresignées.

Le 1er mars 2020, un communiqué conjoint CEDEAO-UA fera la même recommandation que l'OIF en demandant aux autorités que "le délai de report soit efficacement mis à profit pour renouer un dialogue serein et responsable entre tous les acteurs politiques et sociaux de manière à établir un fichier électoral fiable et à créer les conditions d'un scrutin crédible, libre et transparent". La situation, depuis, n'a pas changé.

Le manque d'un registre d'état civil complet, fiable et sécurisé contribue sûrement à compliquer la tâche de la création d'un fichier électoral complet et crédible. Selon l'Enquête Démographique et de Santé (EDS V 2018)<sup>3</sup>, la proportion d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée<sup>4</sup> (indicateur ODD 16.9.1) était de 62,4% pour les garçons et de 61,5% pour les filles avec une moyenne globale de 62%. Les disparités régionales sont flagrantes entre zones urbaines (81%) et rurales (54%). Les régions de Conakry (79 %), N'Zérékoré (69 %), Kankan (68 %) et Mamou (67 %) sont celles où les pourcentages d'enfants enregistrés à l'état civil sont les plus élevés. En revanche, les plus faibles pourcentages sont enregistrés dans les régions de Boké (43 %) et Faranah (48 %) ou encore à Kindia (59%). Peu de données existent à l'heure actuelle sur les autres faits d'état civil à savoir principalement les mariages et les décès. Selon le RGPH10 de 2014<sup>5</sup>, la plus grande partie de la population (37%) est officiellement célibataire. 35% de la population s'est marié sous le régime de la monogamie, et 24% sous celui de la polygamie.

Pour répondre à la nécessité de compléter, améliorer et sécuriser le système d'enregistrement des actes de vie civile, l'UE finance depuis 2021 un projet pilote mis en œuvre par Enabel censé renforcer le cadre institutionnel et opérationnel du système d'état civil guinéen pour prendre en compte les modifications liées à la digitalisation (contrat FFU- T05-EUTF-SAH-GN-05). L'idée à la base du programme est le développement des "fondamentaux" d'une digitalisation de l'état civil sécurisée, durable et adaptée au contexte guinéen. Intervenant auprès de différents niveaux d'acteurs de l'état civil (en charge du pilotage de la réforme de 2018, des agents de coordination et de contrôles, les services producteurs, promoteurs ou utilisateurs) dans une zone pilote du pays, le projet ambitionne de renforcer le cadre légale et opérationnel de l'état civil guinéen pour permettre une digitalisation sécurisée et sécurisante pour les populations ; un système de digitalisation de l'enregistrement des actes d'état civil est identifié, accepté, séquencé et testé pour une solution durable, sécurisée et adaptée au contexte, renforcer les capacités des acteurs de l'état civil dans les zones ciblées. Le projet pilote est en cours et donne des résultats très encourageants, mais il est loin de pouvoir fournir la base d'un recensement électoral.

### **Analyse relative au soutien des acteurs clés de la transition.**

Selon la Charte de la Transition, un nouvel organe législatif devait être institué : le Conseil National de la Transition, composé par 81 membres, nommés par le Président de la Transition suite à un appel à candidature lancé en novembre 2021. Le CNT s'est réuni pour la première fois en Février 2022. Ses membres sont des représentants des partis politiques, des organisations faitières de la société civile, des militaires, des organisations patronales, des organisations de défense des droits de l'Homme, des organisations des Guinéens de l'étranger, des organisations des femmes et des jeunes, des organisations culturelles et des confessions religieuses, des secteurs informels et des métiers, des organisations paysannes, des coordinations régionales, des personnes vivants avec des handicaps, des organisations socioprofessionnelles, des chambres consulaires, des organisations de presse, et de "personnes-ressource" (sorte de conseiller choisi par le Président). La confiance du public dans les capacités du nouvel organe législatif ne semble pas être solide. Le programme prévoit de mettre à disposition du CNT tout support technique et thématique requis pour mener à bien sa tâche majeure : la rédaction d'une nouvelle Constitution, sur la base de laquelle tout le nouveau processus démocratique électoral devra se baser.

Lors des élections précédentes, des affrontements de plus en plus sanglants se sont produits, avant, pendant et après les scrutins, entre partisans des partis politiques, dont les leaders utilisaient l'appartenance ethnique plus que politique pour inciter à la violence, créant ainsi une fracture dans le tissu social de la Guinée. Les déclarations radicales et la réponse principalement sécuritaire apportée par les autorités ont accentué les tensions et ont contribué à l'installation d'un climat de méfiance entre les partis politiques, le gouvernement et la population.

<sup>2</sup> Mission d'assistance électorale de l'OIF en République de Guinée », Communiqué de Presse, OIF, 24 février 2020

<sup>3</sup> Accessible sur <https://www.dhsprogram.com/publications/index.cfm>

<sup>4</sup> Enfant disposant ou non d'acte de naissance mais enregistré officiellement

<sup>5</sup> Accessible sur <https://www.stat-guinee.org/index.php/projets/projets-realises/258-projet-rgph3>

Le conflit social provoqué par les tours électoraux a marqué aussi la société civile guinéenne : le dialogue interne (principalement entre les organisations faïtières) a disparu, rendant leur réaction à la crise politiques fragmentée et polarisée. C'est ainsi que les tentatives de la société civile d'intervenir dans le débat politique ont été souvent exploitées par les différents partis politiques. Cela a déclenché un cercle vicieux qui ne fait qu'alimenter le processus de fragmentation du mouvement associatif guinéen.

En effet, la faiblesse des organisations faïtières n'a pas permis à la société civile de s'imposer comme une force de médiation pour apaiser les tensions avec les autorités publiques, et la société civile s'est retrouvée à subir une progressive restriction de son espace d'intervention. Déjà très contrôlés par la loi qui leur demande une accréditation officielle pour pouvoir travailler (accréditation de plus en plus difficile à obtenir), plusieurs représentants des OSC ont manifesté, lors de la définition d'une Feuille de Route de la coopération avec la DUE, une claire perception d'une augmentation de la pression des autorités publiques sur la société civile. Plusieurs OSC ont dénoncé l'augmentation d'actions de répression conduite par les autorités publiques, à travers menaces, détentions arbitraires et même disparitions d'activistes de la SC ainsi que des leaders politiques de l'opposition et journalistes. Certaines OSC ont dû rééquilibrer à la baisse le profil de leur action ou carrément suspendre leurs activités pour éviter de s'exposer à des risques majeurs.

Les libertés fondamentales de réunion pacifique, de manifestation, d'expression (en ligne et hors ligne) ont été aussi limitées lors du régime d'Alpha Condé: la législation de 2016 avait restreint le droit de réunion pacifique, la loi de 2015 sur le maintien de l'ordre public fournit un cadre réglementaire pour l'usage de la force dont les forces de sécurité ont abondamment bénéficié pendant les manifestations électorales de 2020. Plusieurs opposants politiques et militants ont été arrêtés de façon arbitraire pendant le processus électoral, il en va de même pour les deux principaux responsables de la seule tentative de coordination et planification – le Front National pour la Défense de la Constitution (une plateforme d'organisations de la société civile – apolitique). Plusieurs opposants politiques sont aussi décédés en prison.

La situation a été rectifiée après le coup d'état, avec la libération des prisonniers politiques, mais depuis la relation entre la junte militaire et la classe politique s'est progressivement dégradée.

En effet, le paysage politique guinéen – qui compte plus de 180 partis politiques – est en train de se réorganiser après la chute d'Alpha Condé avec la création de nouvelles alliances. La liste des coalitions et fronts politiques est longue. Toutes ces alliances sont en train de se mobiliser au niveau terrain afin de redynamiser leurs structures, mais entretemps le dialogue avec les autorités reste très limité.

Les partis, leur coalition, et le "G58", qui rassemble les 58 formations politiques majeures du pays, ont demandé à plusieurs reprises l'ouverture d'un cadre de dialogue avec le gouvernement, inclus sous la supervision d'un facilitateur désigné par la CEDEAO, l'UA ou l'ONU, ce que le Président de la transition a toujours refusé, estimant qu'il n'y a aucune crise interne justifiant une telle démarche. Par contre, il a publié un décret instituant un cadre de dialogue politique en avril 2022 qui a été reçu de façon négative par le G58, mécontent de la fréquence des rencontres, du nombre de participants, et de l'impact de ces colloques ("espace d'information, d'échange, et de propositions", qui donc exclu toute prise de décision). Le G58 demande plutôt l'ouverture d'un cadre de dialogue "répondant aux exigences d'indépendance, d'impartialité et de transparence... afin de permettre au pays de sortir de la transition dans un délai raisonnable et dans un climat apaisé". Malheureusement il semble que cet appel ne soit pas encore entendu par la junte militaire. L'annonce de la durée de 36 mois pour la transition, fait par le CNT au début de mai 2022, n'a pas non plus été accueillie positivement par la classe politique, qui dénonçait le fait que le choix de la durée de la transition ne soit pas une prérogative du CNT. La liberté de presse – extrêmement faible sous le régime précédent – semble s'être améliorée : dans le classement mondial sur la liberté de la presse – publié en mai 2022 par Reporters Sans Frontière – la Guinée a nettement amélioré son placement (+25 places) par rapport à l'année dernière. La Guinée se situe maintenant 84ème au plan mondial, avec un score de 59,82 points (contre 109ème avec un score de 64.58 en 2020).

Le rapport de RsF rappelle que des mesures visant à censurer les médias avaient été observées de 2010 à 2021, pendant le régime Alpha Condé, et que la situation semble s'être apaisée depuis le début de la transition en septembre 2021. Le Premier ministre Mohamed Béavogui s'est engagé, lors d'une rencontre avec RsF, à défendre la liberté de la presse. Toutefois, indique RsF, le manque de visibilité incite les journalistes à la prudence.

Enfin, considérant la situation de manque d'alphabétisation du pays, surtout à l'extérieur de la capitale, il est très important de prévoir des activités visant surtout l'inclusion des femmes et des jeunes, la participation des personnes

handicapées et des plus vulnérables, de promouvoir des campagnes d'information et d'éducation civique en matière électorale et de prévention des violences électorales.

### **Analyse relative à la lutte contre la corruption et l'impunité**

Depuis l'adoption de la LORF (Loi organique relative aux lois de finances), le contrôle interne reste une des faiblesses du système de gouvernance des finances publiques – relevée par le PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) de 2018. Si l'inspection générale d'Etat, l'inspection générales des finances (IGF) et le vérificateur général de l'état (VGE) sont aujourd'hui opérationnels, l'étendue, la qualité et le suivi du contrôle interne restent fortement limités. Il y a en effet peu de contrôles ou de missions réalisés, les recommandations formulées sont rarement suivies ni appliquées, et les rapports ne suivent pas non plus les meilleures pratiques ni les normes internationales définies. La situation est encore plus critique pour les inspections sectorielles qui sont peu opérationnelles et faiblement dotées de capital humain. Il leur est par conséquent difficile d'asseoir leur crédibilité et légitimité.

Concernant le contrôle budgétaire et comptable, la faible qualité et fiabilité des données et du reporting budgétaire et comptable ne permet pas aux structures de contrôle au sein de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), de la Direction Générale du Budget (DGB) et du contrôle financier de réaliser un contrôle de qualité de la dépense publique. La segmentation des ministères du Budget et de l'Economie, des finances, et du plan n'est pas non plus de nature à renforcer la coordination entre les structures impliquées. Suite à la réforme de la LORF (2012), la Direction nationale du contrôle financier a désormais la responsabilité d'assurer un contrôle a priori et a posteriori (liquidation) de la qualité et conformité de la dépense publique (tutelle MEFP). En coordination avec tous les acteurs du pool économique et financier, ces structures ont les obligations de transparence et de redevabilité.

Ce contexte de faible réalisation de la fonction de contrôle interne par manque de portage politique, de données fiables et exhaustives, de moyens humains et financiers, de procédures et de fonctionnement interministériel contribue à la corruption et à la défiance des usagers envers l'administration et les services publics.

Malgré les efforts accomplis, la lutte contre l'impunité se heurte encore à des obstacles. Le gouvernement n'a pas respecté le délai qu'il s'était lui-même imposé pour l'organisation d'un procès pour les auteurs présumés du massacre du stade de Conakry le 28 septembre 2009. Malgré des appels internationaux répétés, 13 ans après que les forces de sécurité ait massacré plus de 150 partisans pacifiques de l'opposition et violé des dizaines de femmes, les responsables n'ont pas été jugés. Le bâtiment du tribunal pour le procès est toujours en construction. Le processus de transition - menant à l'adoption d'une nouvelle Constitution et la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu, reconnu comme légitime par la population, sans violence ni avant, ni pendant ni après les élections - doit être accompagné par un processus de réconciliation nationale, dont le premier pas sera l'implication de la société civile dans le processus constitutionnel et législatif mais aussi l'organisation de ce qui doit également contribuer à l'apaisement des tensions sociales encore existantes.

Dans le domaine de la lutte contre la corruption, Transparency International n'a remarqué aucun progrès depuis 2019. Au contraire, la Guinée est descendue à la 150ème position (sur 180 pays) en 2021 (contre la 130ème en 2019) dans le classement relatif à l'Indice de perception de la corruption (le 180ème étant le pays perçu comme le plus corrompu au monde).

Pour la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été créé la Cellule nationale du traitement des Informations Financières (CENTIF), une autorité administrative interministérielle placée sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances Publiques (MEFP). Elle a pour mission de collecter et de traiter le renseignement financier sur les circuits de blanchiment de capitaux criminels et de financement du terrorisme. À cet effet, elle collabore avec l'agence nationale de lutte contre la corruption (ANLC sous tutelle du secrétariat général de la Présidence), avec la direction centrale des investigations judiciaires (DCIJ) basée au sein du Haut commandement de la Gendarmerie et avec l'Organe de Répression des Délits Economiques et Financiers (ORDEF) du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. Toutes ces structures devraient assurer le renseignement nécessaire au dossier mis pour examen à la nouvelle Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF), récemment instituée par le Gouvernement de Transition.

La plupart de ces services ont été créés ou réorganisés récemment. Leurs capacités matérielles et surtout humaines restent très faibles, augmentant le risque que ces services soient instrumentalisés pour des fins électoraux et agissent sous des influences politiques au détriment d'enquêtes factuelles.



La Guinée est membre du groupement intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA).

### **L'évolution du processus de transition**

En cas d'absence d'accord politique autour du processus de transition, certaines composantes de ce projet pourraient ne pas être mise en œuvre dans l'immédiat, auquel cas l'accent serait mis sur l'appui à la société civile et d'autres acteurs non-gouvernementaux, en vue de promouvoir le dialogue pour une transition d'une durée raisonnable menant à un gouvernement légitime issu d'un processus électoral apaisé, libre et inclusif. Les acteurs potentiels à engager dans le travail seront identifiés pendant la phase de préparation, déjà en cours. La liste évidemment ne sera pas fermée ni définitive, mais constituera un premier noyau pour mettre en place un dialogue structuré afin que la société civile soit préparée et capable de contribuer à la transition législative et politique du pays. Cet appui se fera en utilisant les procédures les plus efficaces possibles.

### **Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:**

L'UE renforcera les capacités des acteurs étatiques clés dans la mise en œuvre de cette Transition : le Ministère de l'Administration Territoriale et Décentralisation en charge de l'enregistrement des actes d'état civil, de l'organisation des élections et de la définition du fichier électoral ; le Conseil National de la Transition (CNT) censé préparer le projet de Constitution qui sera soumis à référendum pour adoption ; le Ministère de la Justice et Garde de Sceaux, en charge de la lutte contre la corruption, contre l'impunité et pour la réconciliation nationale ; les partis politiques, les médias et la société civile qui doivent contribuer à la transition et participer aux processus électoraux de façon constructive, informée, pacifique et inclusive.

## **3 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **3.1 Objectifs et produits**

L'objectif général de cette action (impact) est d'accompagner le processus de transition en cours en Guinée.

Les objectifs spécifiques (effets attendus) de cette action sont de :

1. Renforcer l'organisation du processus électoral avec ses différentes composantes et acteurs.
2. Soutenir les acteurs clés de la transition, en particulier l'organe législatif (Conseil National de la Transition), la société civile et les médias pour faciliter un processus inclusif et constructif.
3. Améliorer la lutte contre la corruption et l'impunité en promouvant la transparence et la redevabilité.

Les produits à livrer par cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants (effets attendus) sont :

- 1.1. Les capacités des principaux acteurs impliqués dans la définition et la mise en œuvre du processus électoral sont renforcées
- 1.2. Les processus électoraux à organiser répondent mieux aux normes internationales
- 1.3. Le système national d'enregistrement d'état civil est numérisé et sécurisé
- 2.1. Les capacités des principaux acteurs impliqués dans le processus constitutionnel et législatif (CNT) sont renforcées
- 2.2. Les médias et les partis politiques sont informés et encouragés à participer de façon constructive à la transition et aux futurs processus électoraux
- 2.3. Les organisations de la société civile s'occupant de gouvernance et démocratie sont renforcées et activement impliquées dans le dialogue politique sur la transition et les processus et observations électoraux
- 3.1. L'efficacité du système judiciaire dans la lutte contre la corruption et les délits financiers connexes est améliorée et les recettes intérieures sont mobilisées et sécurisées
- 3.2. La capacité des corps de contrôle et d'audit interne sont renforcés
- 3.3. Le procès pour les familles des victimes et les survivantes du massacre du 28/9/2009 est équitable .

## 3.2 Activités indicatives

### Activités liées au Résultat 1 :

- 1.1. Un appui sera apporté aux différents services et directions du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD), en charge du processus électoral. L'appui technique couvrira d'abord les phases pré-électorales et le cadre légal et réglementaire du processus électoral : cartographie ; codes de bonne conduite; planification logistique; formation du personnel des bureaux électoraux décentralisés ; définition des règles de réclamation et de recours et leur publication ; inscription des électeurs et registre électoral; formation des observateurs nationaux et accréditation des observateurs, des partis et des candidat.e.s.
- 1.2 Une fois que le calendrier des processus électoraux prévus sera établi, un appui sera apporté à leur mise en œuvre, aux niveaux local et national, afin de garantir l'efficacité, la transparence et l'inclusivité des processus.
- 1.3 Le projet pilote en cours sur la numérisation du système national d'enregistrement de l'état civil sera mis à l'échelle afin de couvrir un maximum du territoire national. Les formations nécessaires seront dispensées au personnel au niveau central et décentralisé afin de mettre en œuvre le système; le matériel nécessaire sera éventuellement fourni. A terme, une coordination rapprochée sera peut-être nécessaire avec d'autres acteurs de la Team Europe qui ont manifesté leur intérêt d'intervenir à moyen terme dans ce domaine.

### Activités liées au Résultat 2 :

- 2.1 Un appui technique sera apporté – sur demande - au CNT dans son rôle de législateur et de rédacteur de la Constitution. Un appui technique spécifique pourrait être fourni aussi pour la législation et le code électoral, le code de bonne conduite des partis politiques, la législation sur la transparence du soutien financier des partis politiques, etc.
- 2.2 Des activités spécifiques seront prévues pour améliorer l'indépendance des médias nationaux, les amener à se baser sur des informations factuelles et lutter contre les infox, à reconnaître et éviter les discours de haine; à ne pas discriminer. Des activités spécifiques seront également menées pour promouvoir le dialogue politique entre les partis politiques et le CNT, ainsi que pour renforcer la capacité des partis politiques à définir leur programme politique ainsi qu'à promouvoir les candidatures jeunes et féminines et impliquer les électeurs jeunes et féminins.
- 2.3 Les organisations et réseaux de la société civile seront renforcés pour une contribution constructive au dialogue politique avec le CNT et les partis politiques sur l'élaboration de la Constitution et du système électoral ; ils seront prêts à participer activement aux processus électoraux en tant qu'observateurs et garants de la redevabilité des pouvoirs publics ; ils seront également acteur de l'éducation citoyenne à la démocratie, sur le droit et le devoir de voter (surtout pour les jeunes et les femmes) et de devenir candidat.e.

### Activités liées au Résultat 3 :

- 3.1. Une revue du cadre légal de lutte contre la criminalité économique et financière et de la lutte contre la corruption sera effectuée, afin d'identifier d'éventuelles contradictions et lacunes et y remédier, et éventuellement améliorer la mobilisation des ressources internes. Cette revue devra également faire ressortir le rôle et les responsabilités des nouveaux acteurs engagés dans la lutte contre la délinquance économique et financière et la corruption, en particulier l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption.

En parallèle, afin d'améliorer la qualité des enquêtes de cas de crimes économiques et financiers et de corruption, un appui technique (formation, mentoring, fourniture d'équipements si besoin) sera donné aux services d'enquêtes, en particulier le Service Central de Lutte contre la Délinquance Economique et Financière de la Gendarmerie, l'Office de Répression des Délits Economiques et Financiers (ORDEF) du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC) et la Cellule nationale du traitement des Informations Financières (CENTIF), sous tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances. La coopération internationale de ces services avec leurs homologues des pays de la région pour le partage du renseignement pourrait aussi être incluse.

- 3.2 Le renforcement des capacités des corps de contrôle et d'audit interne (Inspection générale d'Etat, Inspection générale des Finances, Inspections sectorielles, Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), Direction générale du budget (DGB), Direction nationale du contrôle financier et Cour des Comptes) sera aussi prévu afin d'améliorer leur capacité à identifier des cas d'infractions et de transmettre les dossiers à la justice. Comme pour les services d'enquêtes et de renseignement, ces appuis seront effectués

par de l'assistance technique sous forme de mentoring, des formations et la fourniture d'équipements si besoin. Des activités de sensibilisation dans l'administration et le secteur privé seront appuyées, afin de réduire en amont les cas de corruption. Des campagnes publiques pourront également être réalisées.

- 3.3 Un soutien juridique et psychologique sera apporté aux survivantes du massacre du 28 septembre 2009, lors du procès tant attendu et en cours de préparation – selon les informations officielles - contre les auteurs identifiés de ces crimes. Un appui technique et logistique sera également fourni pour la participation des survivants au procès.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

NA

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1.

Ceci implique que des activités spécifiques seront incluses dans l'action afin de garantir:

- La participation active et passive (candidates et votantes) des femmes et des filles guinéennes ;
- La participation d'associations de femmes et / ou d'associations promouvant les droits des femmes aux consultations de la société civile dans le cadre de la rédaction de la Constitution ainsi que de toutes les lois électorales ;
- L'inclusion des femmes et filles dans les campagnes d'éducation civique, tant comme formatrices que comme élèves ;
- L'inclusion des femmes et leur associations dans la promotion et culture de paix, surtout pendant /avant et après les élections
- L'approche « égalité de genre » sera incluse dans toute formation pour les media, pour les partis politiques, dans les messages radio/ ou des réseaux sociaux relatifs à la transition ;
- La formation contre toute forme de violence électorale envers les femmes candidates, ainsi que la protection contre toute forme de violence de genre seront incluses dans les actions appropriées.

#### **Droits de l'Homme**

Le but ultime de ce programme est la promotion de la démocratie, des droits humains et des libertés fondamentales. Les principes de l'approche basée sur les droits sont tous inclus dans la définition des objectifs et seront la base des activités à mettre en œuvre pour les atteindre : la participation, la responsabilité, la non-discrimination et l'égalité, l'autonomisation et la légalité. La société civile jouera un rôle clé dans la consolidation de l'État de droit, la promotion des droits humains et la sensibilisation des citoyens sur leurs droits.

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1.

Ceci implique que des activités spécifiques seront incluses dans l'action afin de garantir :

- La participation active et passive (candidates et votantes) de personnes handicapées ;
- La participation d'associations de personnes handicapées et/ou d'associations promouvant leur droit aux consultations de la société civile dans le cadre de la rédaction de la Constitution ainsi que de toutes les lois électorales ;
- L'inclusion des personnes handicapées dans les campagnes d'éducation civique, tant comme formateurs/trices que comme élèves ;
- L'inclusion des personnes handicapées et l'attention au respect de leurs droits seront inclus dans toute formation pour les media, pour les partis politiques, dans les messages radio/ ou des réseaux sociaux relatifs à la transition ;

- La formation contre toute forme de violence électorale envers les personnes handicapées candidates, ainsi que la protection contre toute forme de violence seront incluses dans les actions appropriées.

### Démocratie

La promotion de la démocratie est le but ultime de ce programme.

### Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Des activités seront incluses pour la prévention de conflits électoraux, de promotion de la réconciliation nationale, ainsi que de prévention de tout type de conflit sur base ethnique ou autre. La société civile- avec au premier plan les organisations féminines jouent un rôle important dans la sensibilisation à la paix et la reconstruction de liens sociaux.

### Réduction des risques de catastrophes

NA

### Autres considérations, le cas échéant

Aucune

## 3.4 Risques et enseignements tirés

Category	Risks	Likelihood (High/ Medium/ Low)	Impact (High/ Medium/ Low)	Mitigating measures
Environnement externe (politique)	Prolongation de la transition et la pérennisation du gouvernement issu du coup d'état	Haut	Haut	Avec la fixation de la durée de la transition (36 mois), bien que controversée, il semble que le risque de volonté de pérennisation de la part des autorités de la transition ait diminué. En cas de dérapages du processus, l'engagement de l'UE dans son ensemble pourra être réévalué et l'appui orienté d'avantage à la société civile afin de créer les conditions d'un accord politique sur une feuille de route menant au retour à l'ordre constitutionnel
	Des troubles politiques et/ou sociaux majeurs pourraient compromettre l'adoption et la mise en œuvre de la Feuille de Route de la transition	Haut	Haut	L'appui au dialogue politique prévu dans l'action, entre autorités et société civile/partis politiques, devrait pouvoir apaiser le mécontentement dû au manque de consultations avec les autorités.
	Les retards dans certaines des activités prévues dans le projet peuvent être utilisés comme justification pour reporter les élections à une	Haut	Haut	Il sera minimisé avec un soutien aux instruments de suivi et de monitoring de la feuille de route de la transition et en évitant que la tenue d'élections et le fichier électoral soient associées aux travaux préparatoires de l'état civil

	nouvelle date où la durée de la transition.			
2 : planning and processus	Les autorités guinéennes au niveau central et local interfèrent de manière obstructive dans la mise en œuvre du programme	Moyen	Moyen	Discussions en amont avec les autorités pertinentes par rapport aux différentes interventions, afin d'assurer leur appui et appropriation et éviter des malentendus.
	Manque de transparence des processus de passation de marchés locaux	Moyen	Faible	Application des règles de l'UE et /ou de partenaires agréés par PAGODA.
	Fraude et corruption	Faible	Haut	Application des principes opérationnels de transparence et redevabilité, audit prévu dans chaque activité
3 Acteurs et organisation	Non efficience dans la mise en œuvre des actions prévues à cause d'une absence de clarté entre compétences parmi les acteurs étatiques impliqués	Moyen	Haut	Les différents ministères impliqués seront engagés dans la prise de décision à niveau de comité de pilotage des différentes actions. Leur rôle sera aussi clarifié dans la convention financière et, permettra une bonne coordination globale du projet.

### Lessons Learnt:

Sur la base des programmes et analyses faites dans le passé dans le domaine de la gouvernance, une attention particulière sera donnée à :

- L'identification des acteurs de mise en œuvre les plus appropriés, connaissant le pays, son historique et sa complexité ethno-sociale, afin d'identifier les meilleurs points d'entrée de mise en œuvre des actions
- L'identification des secteurs du processus électoral à améliorer, compléter voire renouveler sera guidée par les recommandations des missions d'observations électorales de l'UE faites en 2013-2015-2018.
- Les évaluations à mi-parcours et finales des programmes PARJU – PASDD – PEID et PASOC serviront de guide dans le cadre des activités liées respectivement à la lutte contre l'impunité, à la création d'un registre des actes d'état civil de la population (sur la base aussi du projet pilote en cours de déploiement), à l'appui à la décentralisation dans le cadre du processus électoral, à l'engagement de la société civile et des partis politiques dans un dialogue constructif et inclusif.
- Améliorer le contrôle administratif et financier même en cas de contrat PAGODA : ne pas toujours se fier aux ambitions des bénéficiaires contractants/prestataires. Rester prudemment ambitieux.
- Un suivi rapproché sera nécessaire pour s'assurer de l'attente des objectifs.
- L'amélioration de la concertation et du partage des succès et des défis, à travers la mise en place de rencontres périodiques entre les bénéficiaires contractants/prestataires, les autorités et la DUE.
- Les activités de renforcement des corps de contrôle et la mobilisation des recettes internes pourront capitaliser sur le Projet d'appui aux Corps de Contrôle et à l'Administration Fiscale (PACCAF) financé par l'Union européenne qui se terminera fin 2022, ainsi que le projet Renforcement des Corps de Contrôle (RECOR). Ces projets ont montré l'efficacité du mentoring entre des agents de la fonction publique d'un Etat Membre de l'UE en activité et l'administration guinéenne, modèle qui sera recherché dans le cadre de la présente intervention.
- Les activités de lutte contre les délits économiques et financiers et la corruption tireront les leçons du projet « Organised Crime: West African Response on Money laundering and financing of terrorism » (OCWAR M)

qui se terminera fin janvier 2023, et du volet Guinée du projet "COP-North Africa against Migrant SMUGGLing and THB — SMUGG" (projet Partenariat Opérationnel Conjoint pour lutter contre la Traite des Êtres Humains) financés par l'Union européenne. Ce dernier renforce les capacités de la Direction Centrale des Investigations Judiciaires (DCIJ) à lutter contre la migration irrégulière, le trafic des migrants et la traite des êtres humains, grâce à un partenariat opérationnel entre les experts du projet et ce service. Ce type de partenariat opérationnel sera répliqué pour renforcer les capacités de la DCIJ à enquêter sur des affaires de criminalité économique et financière complexes, y compris liées à de la corruption.

### 3.5 Logique d'intervention

Le nouveau gouvernement de la Guinée devra mettre en pratique les principes de la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), de la souveraineté du peuple, des élections de ses représentants, de la coexistence de plusieurs partis politiques ainsi que de l'égalité des droits pour tous s'il veut fonder un pays démocratique et un état de droit, dans lequel tous les citoyens, sans discrimination d'âge, sexe, genre, ethnie, religion, ou autre (rights-holders) sont servis par les autorités qu'ils ont élues (duty-bearer).

La logique d'intervention sous-jacente à cette action se base donc sur les différents aspects qui garantissent un état de droit :

Si le système d'enregistrement des actes de la vie civile est amélioré, tous les guinéens/toutes les guinéennes seront en possession d'un acte de naissance ou d'identité qui leur permettra d'être titulaires des services de base que l'Etat doit leur offrir (santé, éducation, justice, etc.) ainsi que la possibilité à terme d'être enregistré.e.s dans un fichier électoral, qui sera ainsi complet, fiable et transparent.

En même temps, si les capacités des membres de l'organe législatif de la Transition sont renforcées, la Guinée disposera d'un texte constitutionnel approuvé par les citoyens, qui consacrera définitivement la séparation des pouvoirs, qui respectera les droits humains et les libertés fondamentales selon la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et autres engagements internationaux ratifiés par la République de Guinée.

A ce point, et selon les nouvelles règles constitutionnelles :

- si l'enregistrement de la population à des fins électorales est réalisé de façon rapide et efficace, respectant les standards internationaux de transparence et inclusivité;
- si les capacités des autorités en charge de la mise en œuvre des processus électoraux sont renforcés;
- si les médias jouent leur rôle dans les campagnes électorales contre toute forme de violence et dans le respect de tout candidat/candidate ;
- si les partis politiques organisent ces campagnes de façon constructive et inclusive, basées sur des programmes clairs et non sur les clivages ethniques;
- si la société civile au sens plus large est activement impliquée dans le dialogue politique sur la transition et plus tard dans les processus et observations électoraux;
- si les citoyens/citoyennes sont éduqué.e.s sur leurs droits ainsi que sur leur rôle actif dans la construction de l'état de droit,

la Guinée pourra alors organiser les trois scrutins prévus (les élections locales, législatives et présidentielles) de façon légitime, apaisée et acceptée par toutes les parties prenantes à l'intérieur du pays et par tous les observateurs externes, donnant ainsi origine à un état de droit démocratique et à un gouvernement légitime et librement élu, sans violence ni contestation.

Dans le même contexte :

- si la lutte contre la corruption et l'impunité sont renforcées, et l'efficacité du système judiciaire et des corps de contrôle améliorée,
- si le procès contre les coupables du massacre du 28/9/2009 est finalement organisé,

la population guinéenne aura alors plus confiance dans le système étatique, le processus de réconciliation nationale sera mis en marche et la résilience de la population contre toute nouvelle tentative de créer des conflits sera accrue.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Results	Results chain (@): Main expected results (maximum 10)	Indicators (@): (at least one indicator per expected result)	Baselines (values and years)	Targets (values and years)	Sources of data	Assumptions
Impact	Accompagner le processus de transition en cours en Guinée.	1. Statut du processus électoral	1. 0 (2022)	1. Les élections sont organisées (2024)	1. Organe de gestion des élections	<i>Not applicable</i>
Effets attendus	1. L'organisation du processus électoral avec ses différentes composantes et acteurs est renforcée	1.1 Statut du fichier électoral	1.1 Fichier électoral contesté (2020)	1.1 finalisé et adopté par l'instance en charge de l'organisation des élections (2023)	1.1 Observation électorale	Réalisation d'un nouveau fichier électoral
	2. Les acteurs clés de la transition sont soutenus pour faciliter un processus inclusif et constructif.	2.1 Statut d'une nouvelle constitution	2.1 0 (2022)	2.1 approuvée par référendum et publiée au journal officiel (2023)	2.1 Journal officiel	Processus inclusif de rédaction de la nouvelle constitution
	3. La lutte contre la corruption et l'impunité est améliorée en promouvant la transparence et la redevabilité	3.1 Indice de perception de la corruption (IPC) dans le classement des pays de l'Afrique Sub-saharienne.	3.1 25/54 (2020)	3.1 La Guinée fait partie des premiers 20 pays de la région (2027)	3.1 Indice de perception de la corruption (IPC)	Volonté politique de combattre le fleau de la corruption à tous les niveaux
Produits	1.1 Les capacités des principaux acteurs impliqués dans la définition et la mise en œuvre du processus électoral sont renforcées	1.1.1 Nombre de services appuyés par l'Union européenne	1.1.1 Organe de Gestion des élections MATD Partis Politiques ONG (2023)	1.1.1 (2024)	1.1.1 Rapport de projet	
	1.2 Les processus électoraux à organiser répondent aux normes internationales	1.2.1 Niveau d'appréciation du processus électoral par les rapports des missions d'observation électorale	1.2.1 0 (2020)	1.2.1 Appréciation positive des processus électoraux (2025)	1.2.1 Rapport de mission d'observation électorale	Les scrutins sont effectivement organisés avec l'aide /sous la supervision de la communauté internationale



	1.3 Le système national d'enregistrement numérique de l'état civil est numérisé et sécurisé .	1.3.1 Pourcentage de la population enregistrée dans le registre d'état civil	1.3.1 62% d'enregistrement des naissances, 10% d'enregistrement des décès (2018)	1.3.1 95% pour les naissances et 50% pour les décès (2027)	1.3.1 Situation de l'état civile en 2025	Les autorités confirment leur engagement et se coordonnent pour la mise en oeuvre du système d'état civil
	2.1 Les capacités des principaux acteurs impliqués dans le processus constitutionnel et législatif (CNT) sont renforcées	2.1.1 Nombre des principaux acteurs impliqués dans le processus constitutionnel et législatif (CNT) formés	2.1.1 0 (2022)	2.1.1 A définir par le projet (2023)	2.1.1 Rapport de projet	Les membres du CNT demandent / acceptent l'appui d'experts externes
	2.2 Les médias et les partis politiques sont informés et encouragés à participer de façon constructive à la transition et aux futurs processus électoraux	2.2.1 Nombre de journalistes formés	2.2.1 0 (2022)	2.2.1 A définir par le projet (2023)	2.2.1 Rapport de projet	Les partis politiques reprennent le dialogue entre eux et avec les autorités
	2.3 Les organisations de la société civile s'occupant de gouvernance et démocratie sont informées et activement impliquées dans le dialogue politique sur la transition et les processus et observations électoraux	2.3.1 Nombre d'organisations de la société civile de base bénéficiant (ou touchées par) du soutien de l'UE. (GERF)	2.3.1 0 (2022)	2.3.1 A définir par le projet (2023)	2.3.1 Rapport de projet	La participation des organisations indépendantes de la société civile est admise et apprécié par les autorités
	3.1 L'efficacité du système judiciaire dans la lutte contre la corruption et crimes assimilés est améliorée.	3.1.1 Indice contrôle de Corruption (Word Governance Indicators).	3.1.1 0.97 (2019)	3.1.1 +0.57 (2027)	3.1.1 Word Governance Indicators	La volonté des autorités de lutter contre la corruption est confirmée et non instrumentalisée a des fins politiques
	3.2 La capacité des corps de contrôle et d'audit externe et interne sont renforcés et la mobilisation des ressources internes amélioré	3.2.1 Nombre de rapports réalisés par les corps de contrôle ayant eu des suites disciplinaires ou judiciaires	3.2.1 0 (2022)	3.2.1 A définir par le projet (2023)	3.2.1 Rapport de projet	

	3.3 Les familles des victimes et les survivantes du massacre du 28/9/2009 obtiennent enfin un procès équitable.	3.3.1 Nombre de victimes de violations des droits de l'homme bénéficiant directement d'une aide juridique financée par l'UE (GERF)	3.3.1 0 (2022)	3.3.1 Tenue du procès (2024)	3.3.1 Conclusions du procès	Le procès est organisé selon les meilleurs standards internationaux
--	---	--	----------------	------------------------------	-----------------------------	---

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la Guinée.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date de la conclusion d'une convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable

### 4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>6</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions: Gestion directe**

##### **a) Objet des subventions :**

Dans le cadre de l'Objectif 1, le résultat 1.1 concernant le renforcement des capacités des principaux acteurs impliqués dans la définition et la mise en œuvre du processus électoral sera atteint via subventions.

##### **b) Type de demandeurs visés :**

Le type de demandeurs visés comprend des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile, locales et internationales et/ou leurs plateformes.

##### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à une organisation telle que décrite au point b) sur la base des critères suivants : une expérience préalable dans le domaine des transitions démocratiques et de l'organisation d'élections; expérience dans le renforcement des capacités des autorités dans le cadre de processus de transitions ; expérience dans le renforcement de la société civile et de son rôle de contrôleur des processus constitutionnels et/ou électoraux.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car cette action se déroulera dans les situations exceptionnelles visées par l'article 195 b) du règlement financier. L'évolution potentiellement rapide du contexte requiert une réponse urgente aux besoins des principaux acteurs impliqués dans le processus électoral, qui pourra être apportée par une organisation spécialisée dans ce domaine.

<sup>6</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

#### 4.4.2 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions: Gestion directe**

###### **a) Objet des subventions :**

Dans le cadre de l'Objectif 2, des subventions seront utilisées pour tous les résultats attendus : le renforcement des capacités des principaux acteurs impliqués dans le processus constitutionnel et législatif (2.1), la formation des media (2.2) et la participation des organisations de la société civile dans le dialogue politique sur la transition et les processus et observations électoraux (2.3).

###### **b) Type de demandeurs visés :**

Le type de demandeurs visés comprend des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile, locales et internationales et/ou leurs plateformes.

###### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à une organisation telle que décrite au point b) sur la base des critères suivants: expérience préalable dans le domaine des transitions démocratiques et de l'organisation d'élections; expérience dans le renforcement des capacités des autorités dans le cadre de processus de transitions ; expérience dans le renforcement de la société civile et de son rôle de contrôleur des processus constitutionnels et/ou électoraux.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car cette action se déroulera dans les situations exceptionnelles visées par l'article 195 b) du règlement financier. L'évolution potentiellement rapide du contexte requiert une réponse urgente aux besoins des acteurs impliqués dans le processus électoral, qui pourra être apportée par une organisation spécialisée dans ce domaine.

#### 4.4.3 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions: Gestion directe**

###### **a) Objet des subventions :**

Dans le cadre de l'Objectif 3, l'action 3.3 « appui aux survivants et familles des victimes du massacre du 28/9/2009 » sera fourni aussi à travers une subvention.

###### **b) Type de demandeurs visés :**

Le type de demandeurs visés comprend des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile, locales et internationales et/ou leurs plateformes.

###### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à une organisation telle que décrite au point b) sur la base des critères suivants: une organisation internationale avec expertise juridique ; organisation internationale impliquée dans les investigations liées à la recherche des coupables du massacre de 2009.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car cette action se déroulera dans les situations exceptionnelles visées par l'article 195 b) du règlement financier. L'évolution potentiellement rapide du contexte requiert une réponse urgente aux besoins des acteurs impliqués dans le processus électoral, qui pourra être apportée par une organisation spécialisée dans ce domaine.

#### 4.4.4 Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants:

**Dans le cadre de l'Objectif 1** « Appuyer l'organisation du processus électoral avec ses différentes composantes et acteurs »,

pour l'action 1.2, «Les processus électoraux à organiser répondent aux normes internationales », les critères de sélection seront basés sur la capacité opérationnelle, la capacité financière et administrative, la couverture géographique et la possibilité d'intervenir à niveau capillaire dans le pays qu'une organisation internationale ou une autre organisation dont les piliers ont été évalués pourrait garantir. L'entité sera en charge du recensement de la population à des fins électorales, de l'organisation logistique des scrutins, ainsi que de l'achat du matériel et équipement nécessaire à la réalisation des processus électoraux selon les meilleures normes internationales.

#### 4.4.5 Gestion indirecte avec une entité ayant passé les piliers

**Dans le cadre de l'Objectif 1** « Appuyer l'organisation du processus électoral avec ses différentes composantes et acteurs »,

pour l'action 1.3, « Le système national d'enregistrement d'état civil est numérisé et sécurisé », la capacité opérationnelle sera aussi à la base de la sélection, ainsi que l'existence d'une expertise spécifique dans la mise en œuvre d'un programme de modernisation du système national d'enregistrement numérique de l'état civil en Guinée, qui pourrait être mis en œuvre par une organisation internationale, une agence d'Etat Membre ou une autre entité ayant passé les piliers.

#### 4.4.6 Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers

**Dans le cadre de l'Objectif 3** « Appuyer la lutte contre la corruption et l'impunité en promouvant la transparence et la redevabilité »,

Pour les actions

3.1 L'efficacité du système judiciaire dans la lutte contre la corruption et les délits financiers connexes est améliorée

3.2 La capacité des corps de contrôle et d'audit interne sont renforcés,

une ou plusieurs entités seront sélectionnées sur la base des critères suivantes :

Expérience à appuyer les corps de contrôle et les services chargés de lutter contre la corruption et les délits économiques et financiers en Afrique de l'Ouest francophone

Capacité à poursuivre et consolider les projets passés ou en cours en Guinée et dans la région, notamment les projets financés par l'Union européenne.

Capacité de l'entité à mobiliser comme experts des agents de la fonction publique d'un Etat Membre en activité pour réaliser du mentoring avec l'administration guinéenne sera un critère de sélection prépondérant.

Capacité à mettre en œuvre financièrement un projet d'un montant équivalent à celui proposé pour les présentes actions.

#### 4.4.7 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'impossibilité de mise en œuvre d'une ou plusieurs actions par gestion directe – subvention – comme prévue dans les sections 4.4.1, 4.4.2 et 4.4.3 pour des circonstances hors du contrôle de la Commission européenne, la modalité de mise en œuvre sera remplacée par la gestion indirecte, avec sélection de la / des entités sur la base des critères suivants :

- Pour la partie de l'action décrite dans la section 4.4.1, les critères seront basés sur l'expérience dans le domaine de la transition démocratique et organisation électorale, dans le renforcement des capacités des autorités nationales dans le cadre de la transition, ainsi que le renforcement de la société civile et de son rôle de contrôleur du processus constitutionnel et électoral.
- Pour la partie de l'action décrite dans la section 4.4.2, les critères seront basés sur l'expérience dans le domaine de la transition démocratique et organisation électorale, dans le renforcement des capacités des autorités nationales dans le cadre de la transition, ainsi que le renforcement de la société civile et de son rôle de contrôleur du processus constitutionnel et électoral.
- Pour la partie de l'action décrite dans la section 4.4.3, les critères seront basés sur l'expertise juridique et présence dans le pays depuis le début des investigations liées à la recherche des coupables.

En cas d'échec des négociations avec une ou plusieurs entités sélectionnées pour la gestion indirecte d'une action susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe – subvention – avec des demandeurs visés pour chaque partie de l'action comme décrit ci-dessous :

- Pour la partie de l'action décrite dans la section 4.4.4, le type de demandeurs visés comprendrait des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile locales et internationales et/ou leurs plateformes. L'organisation doit avoir la capacité opérationnelle dans le domaine de l'organisation d'un processus électoral, la capacité financière et administrative pour mettre en œuvre la partie de l'action, avoir de l'expérience dans la sous-région et la capacité d'intervenir à niveau capillaire dans le pays.
- Pour la partie de l'action décrite dans la section 4.4.5, le type de demandeurs visés comprendrait des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile locales et internationales et/ou leurs plateformes. L'organisation doit avoir la capacité opérationnelle dans le domaine de l'organisation d'un processus électoral, ainsi qu'une expertise spécifique dans la mise en œuvre d'un programme de modernisation de modernisation du système national d'enregistrement numérique de l'état civil en Guinée.
- Pour la partie de l'action décrite dans la section 4.4.6, le type de demandeurs visés comprendrait des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile locales et internationales et/ou leurs plateformes. L'organisation doit avoir une expérience à appuyer les corps de contrôle et les services chargés de lutter contre la corruption et les délits économiques et financiers en Afrique de l'Ouest francophone ; la capacité à poursuivre et consolider les projets passés ou en cours en Guinée et dans la région, notamment les projets financés par l'Union européenne ; la capacité de mobiliser comme experts des agents de la fonction publique d'un Etat Membre en activité pour réaliser du mentoring avec l'administration guinéenne ; et la capacité à mettre en œuvre financièrement un projet d'un montant équivalent à celui proposé pour les présentes actions.

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

## 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.3	
<b>OS 1</b> Appuyer l'organisation du processus électoral avec ses différentes composantes et acteurs. Subventions (gestion directe) - cf section 4.4.1. Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers – cf. section 4.4.4 Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers – cf. section 4.4.5	800 000 4 000 000 10 000 000
<b>OS 2</b> Soutenir les acteurs clés de la transition, en particulier l'organe législatif (Conseil National de la Transition), la société civile et les media pour faciliter un processus inclusif et constructif. Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.2	4 000 000
<b>OS 3</b> Appuyer la lutte contre la corruption et l'impunité en promouvant la transparence et la redevabilité Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.3 Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers – cf. section 4.4.6	1 000 000 4 500 000
<b>Subventions</b> — enveloppe totale des sections 4.4.1- 4.4.2 et 4.4.3	<b>5 800 000</b>
<b>Gestion indirecte</b> - enveloppe totale des sections 4.4.1 - 4.4.5 et 4.4.6	<b>18 500 000</b>
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	200 000
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	500 000
<b>Totaux</b>	<b>25 000 000</b>

## 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le programme sera géré par un comité stratégique de pilotage en charge des décisions stratégiques, composé par des représentants de l'UE et de la/les autorité(s) guinéenne responsables ainsi que des acteurs clé de l'action (Etats membres en cas de TEI, représentantes d'organisations internationales, membres de la société civile, etc.). Dans chaque action, sera prévu un deuxième cadre de gestion, à niveau plus technique, pour le suivi de la mise en oeuvre de l'action. Du comité technique feront partie les representantes de l'UE, des autorités nationales, des Etats membres si concernés, de la/des entité(s) de mise en œuvre. A ce niveau les représentants des bénéficiaires finaux pourront aussi en faire partie.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

# 5 MESURE DE PERFORMANCE

## 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et

élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le programme s'articule en plusieurs projets à gestion directe et indirecte. Dans le cadre du démarrage de chaque partie, une situation de référence (baseline) sera définie pour les actions spécifiquement concernées et des indicateurs seront établis. En cas de nécessité, une enquête de départ sera incluse dans l'identification des différents projets, pour combler un éventuel manque de données, pour confirmer les besoins identifiés comme prioritaires afin de bâtir les services d'accompagnement les plus pertinents et permettre un suivi approfondi d'impacts de chaque projet (à court et moyen/long terme avec des indicateurs quantitatifs, ou – si non faisable – qualitatifs), en suivant le cadre logique générale sous-mentionné.

Le comité technique prévu dans le cadre de chaque projet sera en charge du suivi des progrès réalisés ainsi que des défis à surmonter. La fréquence des réunions sera établie au cas par cas.

Chaque projet assurera un suivi et évaluation en interne, en incluant - parmi son personnel de mise en œuvre - une personne spécialisée dans le domaine.

Des rapports d'activités périodiques, conformes aux conditions générales de chaque contrat, seront élaborés dans le cadre de chaque projet. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Des données désagrégées par sexe seront fournies dans tous les rapports. Des données de bases complémentaires seront collectées, conformément aux indicateurs de performance retenus pour le projet. Des indicateurs plus fins pourront compléter ce dispositif pour bénéficier de données plus précises. Le partenaire de mise en œuvre de chaque projet sera responsable de la définition des indicateurs et d'établir les valeurs de référence et cibles, en coopération avec l'UE, la partie nationale et les autres acteurs clés guinéens.

## 5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature des actions, des évaluations finales / ex-post pourront être effectuées pour une ou plusieurs de ses composantes par des consultant.e.s indépendant.e.s contractés par la Commission.

Si une évaluation finale ou ex-post est envisagée, celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment de la situation politique de la Guinée.

La Commission informera le/les partenaire(s) chargé(s) de la mise en œuvre de l'une ou l'autre activités au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.



### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention<sup>7</sup> (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

<b>Niveau Action</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
<b>Niveau Contrat</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Subvention – 800 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Gestion indirecte – 4 000 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Gestion indirecte – 10 000 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Subvention – 4 000 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 5	Subvention – 1 000 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 6	Gestion indirecte – 3 000 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 7	Gestion indirecte – 1 500 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 8	Marchés – 200 000 EUR
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats	

<sup>7</sup> [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).